



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 12/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Bordelaise de rénovation

4 chemin du Roy
33290 Ludon-Médoc

Références : 2025-692
Code AIOT : 0100299373

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/09/2025 dans l'établissement Bordelaise de rénovation implanté 4 chemin du Roy 33290 Ludon-Médoc. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection, faisant suite à une plainte pour nuisances sonores datée du 14 août 2025, visait avant tout à déterminer la situation administrative de l'établissement au regard de la réglementation des installations classées pour la protection de l'environnement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Bordelaise de rénovation
- 4 chemin du Roy 33290 Ludon-Médoc

- Code AIOT : 0100299373
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Bordelaise de rénovation est une entreprise pratiquant en particulier des travaux de menuiserie, dont l'atelier est sis 4 chemin du Roy à Ludon-Médoc. Cette installation n'est pas connue en tant qu'installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE).

Contexte de l'inspection :

- Plainte

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspection portait sur la situation administrative de l'établissement : l'activité constatée ne relevant pas des installations classées pour la protection de l'environnement, l'inspection des ICPE n'a pas vocation à agir dans le cas d'espèce.

Toutefois, l'inspection ayant été conduite dans le cadre d'une plainte pour nuisances sonores, elle a permis quelques observations. L'atelier était à l'arrêt le jour de l'inspection, de sorte que la réalité de la nuisance n'a pas pu être constatée. Toutefois, les machines sont installées dans un atelier fermé : bien que celui-ci ne soit doté d'aucune insonorisation particulière, le fait de s'assurer que les portes coulissantes sont fermées pendant son fonctionnement, comme l'exploitant affirme s'en assurer dorénavant, constitue une mesure de bon sens qui doit permettre de réduire sensiblement les nuisances sonores typiques de cette activité. L'exploitant affirme par ailleurs limiter son activité aux plages horaires d'une journée de travail (8h-17h), ce qui constitue également une mesure de réduction des nuisances.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|--------------------------|--|-------------------|
| 1 | Situation administrative | Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de conclure que l'établissement ne constitue pas une installation classée pour la protection de l'environnement : la police du maire est l'autorité légitime pour constater et sanctionner les nuisances sonores.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|--|
| Référence réglementaire : Code de l'environnement du 12/10/2007, article R.511-9 |
| Thème(s) : Situation administrative, Nomenclature des ICPE |
| Prescription contrôlée : Depuis la publication du décret n°2007-1467 du 12 octobre 2007 (JO du 16 octobre 2007) créant le livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, la nomenclature des installations classées est constituée par la colonne A de l'annexe à l'article R. 511-9 du code de l'environnement. |

L'établissement n'est pas déclaré en tant qu'installation classée pour la protection de l'environnement.

Constats :

L'activité principale de l'établissement consiste en des travaux de menuiserie. L'établissement comporte un atelier équipé de plusieurs machines de travail du bois, ce qui constitue une activité qui est susceptible d'être visée sous la rubrique 2410 de la nomenclature : « travail du bois et matériaux combustibles analogues », dont le seuil de déclaration est une « puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation » supérieure à 50 kW.

L'atelier a été inspecté : il comporte une scie circulaire, une raboteuse, une dégauchisseuse, deux toupies, une scie à ruban, une plaqueuse de champ, et une scie à panneaux. La puissance de l'ensemble des machines, calculée à partir des données constructeur ou dans un cas (ancienne scie à ruban Colliot-Labouro modèle 700S) à partir de la puissance de matériels récents comparables, est estimée à 37 kW, à un kW près. L'activité n'est donc pas soumise à déclaration au titre de la rubrique 2410.

Aucune autre activité pratiquée dans l'établissement n'a été identifiée comme pouvant dépasser les seuils visés par la nomenclature : en particulier, les stocks de bois d'œuvre sont particulièrement limités. On peut donc conclure que l'établissement ne constitue pas une installation classée pour la protection de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite